Pourquoi la dÃ©cision de la CIJ contre la politique de colonisation dâ??IsraÃ«l sera difficile Ã ignorer

Description

Par Peter Beaumont, The Guardian, 19 juillet 2024

Le jugement dÃ©fie des alliÃ©s dâ??IsraÃ«l tels que le Royaume-Uni et les Ã?tats-Unis qui, pendant des annÃ©es, ont fait preuve dâ??indulgence Ã lâ??Ã©gard de lâ??occupation des territoires palestiniens.



Complet, dÃ©taillÃ© et global, lâ??arrÃªt consultatif de la Cour internationale de justice sur lâ??illÃ©galitÃ© de lâ??occupation israÃ©lienne du territoire palestinien et de lâ??implantation de colonies de peuplement constitue un dÃ©menti cinglant aux affirmations dâ??IsraÃ«l et aura un impact profond pour les annÃ©es Ã venir.

La CIJ a dÃ©clarÃ© Â« illÃ©gale Â» lâ??occupation Ã long terme du territoire palestinien par IsraÃ«l, qui Ã©quivaut Ã une annexion de facto. La Cour a appelÃ© IsraÃ«l Ã quitter rapidement les territoires occupÃ©s et a jugÃ© que les Palestiniens avaient droit Ã des rÃ©parations pour les prÃ©judices subis pendant 57 ans dâ??une occupation systÃ©matiquement discriminatoire Ã leur Ã©gard.

Dans ses nombreuses parties, lâ??arrÃªt reprÃ©sente une dÃ©faite dÃ©vastatrice pour IsraÃ«l devant la Cour mondiale.

Alors que de nombreux rapports des Nations unies et rÃ©solutions de lâ??assemblÃ©e gÃ©nÃ©rale sont allÃ©s dans le mÃªme sens, lâ??arrÃªt de la CIJ, du fait quâ??il se rÃ©fÃ¨re Ã un traitÃ© et Ã des lois individuelles, reprÃ©sente un jugement quâ??il sera difficile dâ??ignorer.

Lâ??arrÃªt constitue Ã©galement un dÃ©menti Ã lâ??argument dâ??IsraÃ«l selon lequel la CIJ nâ??avait pas qualitÃ© pour examiner la question au motif que les rÃ©solutions des Nations unies, ainsi que les accords bilatÃ©raux israÃ©lo-palestiniens, avaient Ã©tabli que le cadre correct de rÃ©solution du conflit devait Ãªtre politique, et non juridique.

Rejetant cet argument, la Cour a affirmÃ© que le droit international sâ??appliquait indÃ©pendamment des dÃ©cennies dâ??efforts politiques infructueux pour parvenir Ã un accord de paix durable, dâ??autant plus quâ??IsraÃ«l a poursuivi lâ??implantation de colonies.

Lâ??arrÃªt, qui prend une demi-heure Ã lire, rassemble de nombreux Ã©lÃ©ments du droit international, des conventions de GenÃ¨ve Ã la convention de La Haye, pour dÃ©fendre un point de vue que les Palestiniens et les dÃ©tracteurs de la politique israÃ©lienne au sein de la communautÃ© internationale considÃ¨rent comme Ã©vident depuis des annÃ©es.

En rÃ©sumÃ©, il a dÃ©clarÃ© que des annÃ©es dâ??ambition officielle et autoproclamÃ©e dâ??IsraÃ«l de construire et de sâ??installer dans les territoires occupÃ©s Ã©quivalaient Ã une intention dâ??annexer effectivement un territoire en violation du droit international ; que ces politiques Ã©taient conÃ§ues pour bÃ©nÃ©ficier aux colons et Ã IsraÃ«l, et non aux Palestiniens vivant sous lâ??administration militaire.

La section la plus importante est peut-Ãªtre le jugement selon lequel Â« le transfert par IsraÃ«l de colons en Cisjordanie et Ã JÃ©rusalem, ainsi que le maintien par IsraÃ«l de leur prÃ©sence, sont contraires Ã lâ??article 49 de la quatriÃ¨me convention de GenÃ¨ve Â».

Si les paragraphes individuels sâ??appliquant Ã chaque violation du droit international â?? et Ã chaque incohÃ©rence â?? ne sont pas surprenants, lâ??arrÃªt, pris dans son ensemble, constitue un profond dÃ©fi pour les gouvernements, y compris le Royaume-Uni et les Ã?tats-Unis, qui, pendant des annÃ©es, ont fait preuve de mollesse Ã lâ??Ã©gard des politiques dâ??occupation dâ??IsraÃ«l, critiquant la construction de colonies mais, jusquâ??Ã une date rÃ©cente, ne faisant pas grand-chose de concret Ã ce sujet.

Si les choses ont changÃ© ces derniers mois, avec une sÃ©rie de sanctions amÃ©ricaines, britanniques et europÃ©ennes visant les colons violents, Ã la fois individuellement et les groupes qui les soutiennent, la dÃ©cision consultative pose une question bien plus sÃ©rieuse : compte tenu de la gravitÃ© des violations du droit international, des sanctions devraient-elles Ã©galement Ãªtre appliquÃ©es aux ministres israÃ©liens et aux institutions qui soutiennent lâ??entreprise de colonisation ?

Bien que non contraignante, la dÃ©cision fournira de nombreuses pistes aux juristes internationaux qui examinent dÃ©jÃ activement les sanctions futures contre les personnes liÃ©es Ã la colonisation israÃ©lienne.

Il est important de noter que la Cour a pris note du transfert rÃ©cent et continu des pouvoirs des militaires aux fonctionnaires civils chargÃ©s de superviser les territoires occupÃ©s, ce qui, selon les critiques, exposait davantage les activitÃ©s dâ??IsraÃ«l Ã la Cour.

Le moment choisi est Ã©galement important. IsraÃ«l Ã©tant isolÃ© en raison de sa conduite de la guerre de Gaza et faisant lâ??objet dâ??une enquÃªte de la CIJ et de la Cour pÃ©nale internationale pour des crimes de guerre prÃ©sumÃ©s, lâ??Ã©valuation brutale de lâ??illÃ©galitÃ© Ã long terme de lâ??occupation israÃ©lienne ne fera que renforcer cet isolement.

Si la dÃ©cision semblait inÃ©vitable, câ??est en raison de la dÃ©rive Ã droite dâ??IsraÃ«l sous la direction de son premier ministre, Benjamin Netanyahu, qui dirige dÃ©sormais une coalition comprenant des partis et des ministres dâ??extrÃªme droite favorables Ã la colonisation et qui a adoptÃ© exactement les politiques pour lesquelles IsraÃ«l a Ã©tÃ© condamnÃ©.

Traduction: Agence MÃ©dia Palestine

Source : The Guardian

date crÃ©Ã©e
2024/07/22